

BUREAUX : RUE NAIN, 1,

ROUBAIX-TOURCOING :

Trois mois. 12 fr.
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue sans avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT : A. REBOUX

Le Nord de la France

Trois mois. 14
Six mois. 27
Un an. 51

ANNONCES : 20 centimes la ligne
Réclames : 25 centimes
— On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bulier et Co place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 25 JUIN 1872

BOURSE DE PARIS

DU 25 JUIN

3 0/0 54 10
4 1/2 77 25
5 0/0 85 20

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

BULLETIN QUOTIDIEN

On vient de distribuer aux membres de l'Assemblée nationale le texte d'un amendement (pour la troisième délibération) au projet de loi sur l'armée. Cet amendement, qui présente un intérêt particulier pour notre département, est présenté par MM. des Rotours, Jules Brame, Laurent, Baucarne-Leroux, Victor Hamille et Pajot; il est ainsi conçu :

1° Supprimer le dernier paragraphe de l'art. 9.
2° Après l'article 9, insérer dans le projet pour former l'article 10, une disposition additionnelle ainsi conçue :

Concourront également au tirage dans le canton où ils résident, les individus nés en France de parents étrangers et qui ne seraient pas compris dans les deux catégories prévues par l'article précédent, à moins qu'ils n'établissent avoir satisfait dans leur pays d'origine aux obligations imposées par les lois de recrutement.

En conséquence, les fils d'étrangers qui ne justifient d'aucune nationalité déterminée, seront inscrits sur les tableaux de recrutement à l'issue de l'année qui suivra celle de leur majorité. Ceux qui justifieront d'une nationalité déterminée, ne seront inscrits que dans l'année qui suivra celle où la loi du recrutement de leur pays leur imposera une obligation à laquelle ils n'ont pas satisfait.

Les individus compris dans le contingent, en vertu du présent article, seront à la disposition du ministre de la guerre dans les mêmes conditions que ceux de la classe auxquelles ils ont été tirés au sort.

Le ministre de la guerre pourra, soit les incorporer dans la légion étrangère, soit les utiliser pour les travaux que les intérêts de l'armée ou de la défense des places pourraient comporter.

Le présent article sera appliqué sans préjudice des conventions internationales.

Les journaux de Madrid publient une lettre du duc de Montpensier qui déclare se rallier à la royauté du prince Alphonse et au manifeste de l'ancien parti conservateur qui a proclamé la restauration sur la base stable du système constitutionnel. Le duc de Montpensier s'exprime en ces termes :

« Je suis résolu à demeurer étranger, sinon indifférent à toute lutte; mais en présence des conflits que l'avenir renferme, si, par la force irrésistible des événements ou par des voies qu'autorise la loi actuelle, l'Espagne se voyait appelée à disposer de ses destinées, ma conviction profonde est que la monarchie du prince Alphonse seule pourrait fournir une base solide à des institutions modérées. Quand le moment sera venu, je défendrai avec courage et servirai avec orgueil cette noble cause. » — A. R.

Il y a vingt-deux ans, les délégués de la majorité de l'Assemblée législative firent auprès du président de la République, Louis Napoléon, qui ne voulait pas gouverner avec la majorité, une démarche semblable à celle qui a été faite auprès de M. Thiers par les délégués de l'Assemblée actuelle. C'est également après des élections partielles, où les rouges l'avaient emporté, Louis Napoléon travaillait dès lors à user la Chambre pour la dissoudre ensuite, comme il le fit au coup d'Etat.

M. Thiers, — voilà où nous voulons en venir, — était du nombre des délégués de l'Assemblée législative. M. Thiers se contredit donc une fois de plus; il suit, comme président, la politique qu'il blâmait si vivement le président Louis Napoléon de suivre pour la ruine du pays. (Décentralisation.)

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 24 juin 1872.

Il y a quinze jours à peine, je vous écrivais que les deux courants politiques et moraux qui se disputent la France tendaient à se séparer de plus en plus; que l'on voulait être aujourd'hui, ou républicain et sceptique, ou monarchique et croyant. Les événements de cette semaine ne m'ont donné que trop raison.

L'antagonisme qui était dans l'air s'est révélé si énergiquement, qu'il a déconcerté toutes les précautions. Le groupe du centre droit, qui a pris l'initiative de la démarche auprès de M. Thiers, est bien certainement le groupe politique le plus partisan des just-milieux en toute chose. Il s'était bien promis de rester fidèle à ses habitudes en écartant de cette démarche toute complication politique. Ce n'est qu'à cette condition que la droite s'y était associée. Et les efforts qu'on avait faits pour s'adjointre le centre gauche, prouvent assez la sincérité de ces stipulations. Tous les récits de la visite à M. Thiers sont d'ailleurs unanimes pour reconnaître qu'on s'est tenu parole.

Vaines précautions! Le problème politique, écarté par les réclameurs, a reparu de l'autre côté du mur. Le général Chanzy l'a lui-même mis sur le tapis dès les premières ouvertures faites au centre gauche, soyez républicains et nous serons conservateurs; telle a été en substance sa réponse. Quant à M. Thiers, peu importent ces variantes, mises par les diverses feuilles à sa réplique; ce qui en reste, c'est qu'alors qu'on ne lui demandait que de faire de la conservation, il a déclaré vouloir fonder la République.

Ainsi, il a saisi de vouloir écarter les difficultés administratives pour voir apparaître le problème politique. Du même coup, nous avons vu s'effondrer tous les ponts sans appui qu'on avait tenté de jeter au-dessus de ce fossé. Le seul homme qui représentait au ministère la trêve des partis, M. de Larcy, a dû donner sa démission. Au centre gauche ha-

bitait une colonie d'émigrés du centre droit qui s'était laissée conduire sur ce terrain gouvernemental pour prouver au chef du pouvoir son absence de parti pris politique. En s'y voyant poursuivis par le problème constitutionnel, ces hommes d'affaires s'émeuvent de passer pour des républicains. Ils parlent de retourner à leur point de départ, et M. Deseilligny, leur chef, a résilié ses fonctions de dignitaire du centre gauche. Tandis que les éclairés rejoignent leur drapeau, le gros de chaque parti a resserré ses rangs. D'une part, M. Thiers ne peut paraître à l'Assemblée sans être acclamé par tous les groupes de la gauche. D'autre part, lorsque le chef du pouvoir a voulu dire aux délégués que leur démarche n'avait pas l'approbation de l'extrême droite, M. de Larochefoucault s'est empressé de protester contre cette insinuation au nom des chevaliers légers, dont il est vice-président.

Ainsi, l'antagonisme dont je parle est si bien dans les tendances du jour, qu'il a suffi du moindre incident pour rompre les toiles d'araignées par lesquelles la petite politique de M. Thiers avait cru avoir enchaîné, depuis 18 mois, la majorité. Au premier choc, chacun a regagné sa place, la République et la Monarchie restent en présence.

Pour compléter le tableau, le chef du pouvoir s'est chargé de compliquer la lutte politique par la lutte religieuse. Après avoir notifié aux délégués de la droite son choix définitif en faveur de la République, M. Thiers a eu l'ingénieuse idée d'ajouter que ces mêmes républicains entendaient séparer l'Eglise de l'Etat. On sait ce que signifie ce mot dans leur bouche.

Vous pouvez apprécier maintenant si j'avais raison de vous dire dans mes dernières lettres : le problème se dégage de plus en plus; ou monarchique et croyant, ou républicain et sceptique.

Plus la situation s'aggrave, plus nous devons féliciter la droite d'en avoir laissé l'initiative à ses adversaires. Mais, au demeurant, qu'elle ne regrette pas de voir la fin du malentendu. Oui, depuis 18 mois, la majorité était dupe d'un malentendu, car tandis qu'elle voyait dans le pacte de Bordeaux un engagement assez sérieux pour l'empêcher de faire la monarchie de 1871, M. Thiers n'en faisait qu'un voile complaisant propre à masquer ses menées républicaines; maintenant du moins, on pourra les lui rappeler sans encourir le sort de M. Mortimer-Ternaux, puisqu'aujourd'hui le chef du pouvoir avoue, sans détour, l'accueil qu'il faisait pendant la Commune, aux ambassades des municipalités radicales.

Peut-être un peu de franchise et d'énergie ramènerait M. Thiers mieux que la longanimité qu'on lui oppose depuis 18 mois. Nous en avons fait l'épreuve à la séance de samedi. La gauche avait accueilli par les plus grossières railleries, l'amendement de Mgr Dupanloup, qui laissait aux militaires le temps nécessaire à la pratique de leur religion. La droite a montré les dents, et cela aussitôt pour que le ministère manifestât un ma-

gnifique élan de foi, et que la gauche votât l'amendement à l'unanimité.

La politique est pleine de ces poltrons de Molière qui avancent quand on recule et qui reculent quand on avance. Si nous tentions d'avancer ?

HENRI DELPECH.

P. S. La démission de M. de Larcy n'a étonné ni ses amis, ni ses adversaires politiques; sa loyauté, son désintéressement sont trop connus pour qu'il ait pu hésiter à se séparer de M. Thiers, du jour où le Président se séparait ouvertement de la politique conservatrice. Les bons conseils n'ont pas manqué à M. Thiers, de la part de M. de Larcy, pendant tout le temps que le représentant de la droite est resté au ministère. Il faut que les liens du président avec la gauche aient été bien puissants pour qu'il ait résisté à l'influence de M. de Larcy qui inspirait à M. Thiers profonde estime, confiance et affection. La retraite de ce ministre suffit pour montrer dans quelle voie fatale M. Thiers est engagé et engage notre pays.

M. de Larcy emporte le sentiment du devoir rempli et des services rendus par une administration active et vigilante qui, au lendemain de nos désastres, a rétabli, aussi promptement qu'il a été possible de le faire, la circulation pour le public, le commerce et l'industrie. Peu de ministres auront surmonté autant de difficultés en un temps si court et au milieu de si graves circonstances.

Le Journal des Débats, en compagnie de toutes les feuilles radicales et communardes, exécute la manœuvre qui consiste à faire croire que M. de Bismark ne veut traiter de la libération du territoire qu'avec M. Thiers. M. de Bismark, en effet, a tout intérêt à vouloir la France dans une situation où elle ne soit pas assez épuisée pour ne pouvoir payer ses dettes de guerre, mais aussi pas assez forte pour se faire craindre et obtenir des alliances. M. Thiers et la République jouent très-bien ce rôle et servent la politique de la Prusse.

Le gouvernement français s'inquiète de la nouvelle qu'il a reçue que les Allemands s'occupaient de placer des pièces de rempart à Belfort; serait-ce pour y rester? Des explications sont demandées.

DE SAINT-CHÉRON.

Les télégrammes de Madrid, publiés à Barcelone, confirment la prévision de la prochaine dissolution des Cortès.

On annonce le départ pour l'étranger des deux chefs des derniers ministères, M. Sagasta et le maréchal Servan, ainsi que des ex-ministres Alaya, Elduayen et Victor Balaguer.

Un décret d'Amédée, contresigné par le nouveau ministre de grâce et justice, suspend le paiement de toute allocation au culte et au clergé, comme première application du principe de l'Eglise libre dans l'Etat libre! C'est un véritable vol en grand.

Le Général Gambetta jugé par les Prussiens.

Une des sommités de l'état-major prussien, le colonel von Rüstow, vient de publier à Berlin un récit fort remarquable de la campagne de 1870, intitulé : « La Guerre sur le Rhin. »

Après avoir sévèrement jugé la conduite du maréchal Bazaine, qui, dit le colonel historien, ne sut ou ne voulut point s'échapper de Metz et se replier sur Verdun, alors qu'il en était temps encore, « surtout au lendemain de la grande victoire remportée à Gravelotte par l'armée française, et dont l'honneur impérissable revient au maréchal Canrobert, » le colonel Rüstow s'exprime ainsi à propos des opérations sur la Loire :

Il est presque impossible d'admettre qu'un homme compétent, parmi les généraux français, n'ait essayé de faire comprendre à l'homme de loi Gambetta l'inefficacité de son personnel de mobiles, et surtout sa folle présomption de vouloir, lui, mi-avocat, s'ériger en général en chef et dicter des plans de campagne à des hommes du métier, dans une situation critique comme celle où se trouvait la France le lendemain de Sedan.

Oui, certes, ces observations ont été faites à M. Gambetta; mais il n'a point voulu les entendre; et se posant en prophète inspiré, il s'est contenté de répéter sa fameuse phrase : Guerre à outrance!

Pour lui faire ouvrir les yeux à l'affreuse réalité, il eût peut-être été bon de le vêtir des haillons qu'il faisait distribuer à ses soldats pour la campagne d'hiver, et de l'incorporer parmi ces malheureux pendant huit jours seulement.

Tous les officiers, surtout ceux de la mobile, apercevant clairement, dès la fin d'octobre, que leurs hommes étaient découragés, n'ont pas tant souffert par suite de leurs défaites réitérées que par la décadence en vivres et vêtements dans lequel les laissait l'administration de M. Gambetta.

On voit le soldat, en général, et pour le soldat français surtout, la confiance est la moitié du succès, et du doute à la défaite, il n'y a pas loin. Et comment les armées de la Loire auraient-elles eu cette confiance dans l'état moral et matériel où nous les avons vues, n'ayant ni équipements, ni vêtements, ni souliers, réduites, bien souvent, à vivre de maraude, et commandées par des officiers improvisés par la délégation de Tours?

Certes, la stratégie est d'une importance considérable à la guerre, mais elle n'est pas tout; elle n'est même pas le principal élément du succès. Il n'y a que la sottise arrogante qui puisse nier l'influence capitale du bien-être moral et matériel des soldats sur l'issue d'une campagne.

Après Sedan, la France n'avait plus qu'une armée possédant ces qualités, essentielles : l'armée de Metz, réduite à l'inaction, et c'était folie que de continuer la lutte dans de telles conditions : « L'ignorance et l'ambition personnelle des révolutionnaires » pouvaient seules engager la France dans cette voie et la conduire aux derniers abîmes. »

Ah! si la France avait possédé le système prussien, ou même quelque chose approchant de l'organisation milicienne suisse, nous eussions compris la guerre à outrance.

Pendant que Metz et Paris tenaient en échec le gros de l'armée ennemie, elle eût eu le temps de mettre sur pied un million de combattants solides, infiniment plus redoutables que plusieurs millions de mobiles,

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 26 JUIN 1872

— 3 —

LE,

RÊVE DE GASTON

II.

(Suite)

Clotilde qui, depuis un instant, s'était retirée sous prétexte de mettre quel qu'ordre dans les chambres voisines, reparut tout à coup devant sa tante, mais vêtue en petit paysan, coiffée d'un bonnet de laine bleu qu'elle portait crânement sur l'oreille, elle tenait de la main droite un bâton blanc, et de la main gauche un paquet volumineux qu'elle jeta à côté de la comtesse, à genoux en ce moment aux pieds d'un crucifix. Mme de Parseval poussa un cri d'effroi; mais Clotilde, un doigt sur la bouche :

— J'ai découvert une issue non gardée, prenez ceci, madame, habillez-vous promptement; tout est prêt pour la fuite.

Et comme la comtesse hésitait, la jeune fille étala devant elle une jupe de molle-

ton, un casaquin d'indienne, une corsette, et ajouta :

— Faites vite, madame, il y va de l'honneur à quitter le château, et de la vie à le quitter sans délai.

— Dieu t'inspire! répondit la comtesse, qui, sur le champ, se travestit en paysanne.

Quand la toilette fut terminée, la jeune fille prit sa tante par la main et d'un air grave :

— Maintenant, madame, reprit-elle, pas un mot, pas un souffle.

Aussitôt un bruit sourd s'éleva, une chaleur étouffante se fit sentir, et l'on entendit les soldats alarmés crier : Au feu! Mme de Parseval s'arrêta défilante.

— Marchons, dit fièrement Clotilde, si j'étais homme je me serais fait tuer sur le seuil; femme, je n'ai pu qu'allumer l'incendie après la défaite, pour échapper à la faveur du tumulte; mais pas une seconde de plus, car il faut traverser la flamme.

Un quart-d'heure après, les deux dames étaient dans la campagne; Fritz marchait devant elles. Au sommet d'une petite éminence, la comtesse tourna la tête, vit un jet de feu s'élever au ciel, entendit un horrible fracas; puis tout rentra dans le silence. Clotilde pressant la marche, disait à l'oreille de sa tante :

— Consolerez-vous, madame, il vous reste, à deux lieues d'ici, le château de mon père; cependant, rebelles à notre

tour, nous ne pouvons y rentrer que par le complet triomphe de notre cause.

— Va, ma fille! s'écria la comtesse en l'embrassant; le Dieu des Vendéens nous guide.

Et toutes deux continuèrent à s'avancer, avec d'autant plus de rapidité que des cris menaçants se faisaient entendre derrière elles et semblaient les poursuivre.

III.

Deux hommes, vêtus de longues blouses bleues et coiffés de chapeaux de paille à larges bords, suivaient, au point du jour, la route de Laval à Vitry. A peu de distance de la première de ces deux villes, un des voyageurs, vieillard de haute taille, aux traits fiers et résolus, s'arrêta brusquement et fit signe à son compagnon de rester immobile.

Celui-ci, de beaucoup plus jeune, portait sur sa physionomie pâle et rêveuse un cachet de distinction et d'élégance très propre à faire soupçonner, au premier coup d'oeil, que les rustiques vêtements dont il était couvert pouvaient bien receler quelque haut personnage. Docile à l'ordre du vieillard, il retint jusqu'à sa respiration, tandis que l'autre, ne jugeant point cette impassibilité suffisante, lui enjoignit de se coucher immédiatement sur le sol, ce qui fut exécuté avec autant de promptitude que si le jeune homme n'eût été qu'un mannequin mis en mouvement par un ressort.

Cependant, le vieillard se hâta de gravir, en rampant, le talus de la route. Parvenu au sommet, il embrassa l'horizon d'un regard semblable à celui d'un oiseau de proie. Ce qu'il découvrit, sans doute, ne fut point de nature à calmer ses inquiétudes, car une sombre et terrible expression passa sur son visage, et ajouta un caractère quasi féroce à sa mâle apreté habituelle. Il colla ensuite son oreille à terre, puis, se laissant rouler au bas de l'éminence :

— A droite, Gaston, fit-il d'une voix basse et rapide, et la main sur les armes!

Les deux hommes s'élançèrent, de toute la vitesse de leurs jambes, à travers les délicieuses prairies qui bordent en cet endroit la Mayenne. Après avoir couru un quart d'heure environ, ils s'arrêtèrent de nouveau.

— Il me semble entendre quelque bruit dans les saules, dit Gaston au vieillard prêt à franchir une haie d'aubépine alors en fleurs.

Ils écoulèrent dans une anxiété impossible à décrire. Le jeune homme, las de cette inaction qui, sans doute, ne pouvait se prolonger sans péril, grimpa résolument au tronc d'un orme, et descendit en poussant un long éclat de rire exprimant l'amertume ou le dépit, bien plus que tout autre impression.

— Qu'as-tu vu? reprit l'autre, qui fronça le sourcil de manière à prouver que cet accès d'hilarité, de quelque gen-

re qu'il fût, n'était nullement de son goût.

— Rien, mon oncle.

— Mais ce bruit?

— Sans doute une vache dans l'oseraie.

— Et du côté du faillis, rien non plus?

— Rien.

— Que Dieu nous aide, alors. Nous avons perdu trois minutes.

Et la course aussitôt reprise, ne fut interrompue qu'après une demi-heure. Pendant ce temps, les fugitifs avaient traversé des prairies naturelles, entrecoupées de massifs au milieu desquels se déroulaient des allées sombres et tortueuses. Sous ces vastes ombrages, des myriades d'oiseaux chantaient à pleins gosiers; des armées d'insectes, aux ailes d'or et de flamme, voltigeaient sur les herbes semées de blanches marguerites. Le soleil souriait entre les branches, et les molles ondulations des feuilles se dessinaient sur un fond transparent d'azur. Mais ni l'un ni l'autre des voyageurs n'avait le loisir d'admirer ces merveilles. Un seul objet trappa leurs yeux, et fit trêve aux intimes préoccupations de leur âme agitée : une arcade solitaire, dressée sur la verdure, s'était montrée tout à coup. Les deux hommes saluèrent, tandis que le plus âgé essayait une lame et que le nom de l'almont se pressait à ses lèvres. Puis, laissant derrière eux le monument funèbre, ils reprirent leur élan avec une vigueur nouvelle. Ils se reposèrent enfin à l'extré-